

Convention collective

**IDCC : 8252. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX**

(Basse-Normandie)

(19 décembre 1989)

(Etendue par arrêté du 13 août 1990,
Journal officiel du 30 août 1990)

AVENANT N° 46 DU 2 JUILLET 2010
RELATIF À LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

NOR : *AGRS1197011M*
IDCC : *8252*

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et,

La CFDT agroalimentaire Basse-Normandie ;

L'UR des syndicats FO de Basse-Normandie ;

La CFTC-Agri ;

L'UNSA2A ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 44 « Non-respect du préavis » sont intégrées après le 7^e alinéa de l'article 43 « Démission. – Licenciement. – Préavis ».

Article 2

L'article 44 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 44

Rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée

L'employeur et le salarié peuvent convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie selon les modalités définies aux articles L. 1237-11 et suivants du code du travail.

La rupture conventionnelle, exclusive du licenciement ou de la démission, ne peut être imposée par l'une ou l'autre des parties.

Elle résulte d'une convention signée par les parties au contrat.

Les parties au contrat conviennent du principe d'une rupture conventionnelle lors d'un ou de plusieurs entretiens au cours desquels le salarié peut se faire assister.

La convention de rupture définit les conditions de celle-ci, notamment le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle qui ne peut être inférieur à celui de l'indemnité prévue à l'article L. 1234-9 du code du travail. »

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente à l'unité territoriale du Calvados, DIRECCTE de Basse-Normandie.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Caen, le 2 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)